



Paris, le 23 avril 2025

Pour une industrie automobile européenne forte et équitable

Mesdames, Messieurs les députés européens,

L'industrie automobile européenne est à un tournant : elle fait face à des transformations majeures : électrification, digitalisation, nouveaux entrants et mutations des chaînes d'approvisionnement. Ce changement s'opère alors que les bouleversements géopolitiques s'accroissent et que les crises mondiales se succèdent.

Notre industrie et ses salariés jouent un rôle essentiel dans les économies de nos territoires, régions et nations et son empreinte ne se limite donc pas qu'aux constructeurs automobiles mais bel et bien à tout l'écosystème.

Par ce courrier, nous, représentants des salariés, des constructeurs, des équipementiers et des fournisseurs de l'automobile, appelons l'Union européenne à garantir des conditions de concurrence équitables et à protéger notre souveraineté industrielle, seuls gages d'une transition juste.

Pour nos organisations, il ne suffit pas d'accompagner la transition uniquement vers le véhicule électrique. L'Europe doit aussi défendre les emplois, les compétences et la valeur produite en Europe. Aujourd'hui, il est urgent d'agir car nous constatons un décrochage inquiétant symbolisé depuis plusieurs mois par la multiplication des annonces de fermetures de sites et de suppressions d'emplois.

Sur de nombreux marchés, les états ont introduit des mesures visant à garantir les conditions d'une concurrence équitable comme les États-Unis, le Canada et le Mexique qui ont instauré des exigences de contenu local via l'USMCA, imposant 75 % de production nord-américaine. Cette approche ne protège pas seulement les constructeurs automobiles, comme dans le cas d'une politique uniquement douanière, mais aussi l'ensemble de l'écosystème automobile, en veillant à ce que les produits ne soient pas seulement assemblés en région, mais qu'ils comportent également une valeur ajoutée importante produite dans cette dernière.

Pourquoi l'Europe reste-t-elle à la traîne ?

Devant le risque d'assister à une perte importante d'emploi chez les fournisseurs et les équipementiers automobiles, **nous demandons l'adoption d'objectifs clairs de contenu local pour préserver l'écosystème industriel européen.**

Cela pourrait se décliner par exemple, avec la demande que **40 à 50% de la valeur composants d'un véhicule (hors batterie) assemblé en Europe soit d'origine européenne.** Cette exigence pourrait être proposée comme contrepartie par le Parlement européen dans le cadre des discussions sur le paquet « OMNIBUS » proposées récemment par la Commission européenne.

Il ne s'agit pas d'un protectionnisme stérile, mais d'une nécessité économique et sociale. La transition écologique ne doit pas se faire au détriment de l'emploi industriel. L'importation massive de composants à bas coût sans tenir compte de leurs impacts sociaux et environnementaux, contredit les ambitions climatiques et d'une transition juste que nous revendiquons.

Le secteur automobile représente 13 millions d'emplois en Europe et contribue de manière significative au PIB de nombreux pays européens.

L'Europe doit mettre en place de véritables politiques industrielle et commerciale favorisant la relocalisation, la montée en compétence et l'innovation.

Nous exigeons des mesures fortes pour garantir un avenir durable aux travailleurs des entreprises de l'ensemble de la chaîne de valeur de l'industrie automobile et notre souveraineté dans ce secteur.


Fabrice NICLOUD
CFE-CGC Métallurgie

Stéphane DESTUGUES
CFDT Métallurgie



Valentin RODRIGUEZ
FO Métaux



Frédéric SANCHEZ
CGT Métallurgie

